

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, si le député se servait des renseignements que je lui ai transmis par lettre, je suis persuadé qu'il serait en mesure de rassurer ses électeurs, tout comme je le fais dès maintenant, qu'il n'y a aucun danger pour la santé.

L'ÉTUDE DE L'EMPLACEMENT DE FORCES MARÉMOTRICES DE FUNDY—LA MISE EN ŒUVRE

M. J. Robert Howie (York-Sunbury): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le ministre indiquera-t-il quand commencera l'étude en cinq phases de l'emplacement de forces marémotrices de la baie de Fundy, recommandée il y a plus d'un an? Le ministre envisagera-t-il de mettre ces études sous la direction générale du MEER, qui est déjà présent dans cette région et qui est capable d'étudier et de promouvoir un développement industriel simultané et compatible dans la région?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, au mieux de ma connaissance, les travaux sont déjà en cours et les frais sont partagés à parts égales entre le gouvernement fédéral et les deux provinces concernées, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick. En deux ans, le gouvernement fédéral a versé jusqu'à 1.5 million de dollars.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

INDE—L'OPPORTUNITÉ DU RENVOI OBLIGATOIRE AU CANADA DU COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE UTILISÉ

M. Bob Wenman (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre et a trait aux garanties demandées à l'Inde. Pose-t-on, ou posera-t-on, comme condition préalable à tout accord que le combustible utilisé soit renvoyé au Canada pour recyclage, afin de s'assurer que l'Inde ne se servira pas du matériel nucléaire canadien pour produire des explosions et que les déchets nucléaires seront éliminés et entreposés selon des normes qui permettront d'épargner l'environnement comme il convient?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, c'est justement ce qu'on est en train de discuter. Comme je l'ai dit tantôt, je n'ai pas reçu le rapport.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LA QUESTION DU RENVOI AU CANADA DES DÉCHETS NUCLÉAIRES DE RÉACTEURS VENDUS À L'ÉTRANGER

M. Bob Wenman (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au ministre de l'Environnement? Le ministre a déclaré avoir informé le gouvernement que les déchets nucléaires des réacteurs vendus à l'étranger seraient renvoyés et retraités ici. L'a-t-il aussi renseigné sur les aspects écologiques de l'élimination et de l'entreposage de ces déchets, aspects que l'on tente d'intégrer dans les accords qui font l'objet des discussions tenues avec l'Inde?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, je pense que cette question devrait

Questions orales

être adressée au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

* * *

L'AGRICULTURE

LES DÉGÂTS CAUSÉS DANS LES VERGERS ONTARIENS PAR LE VERGLAS—DEMANDE D'AIDE FÉDÉRALE

M. J. R. Holmes (Lambton-Kent): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Elle a trait aux dommages que vient de subir l'industrie des fruits tendres, surtout dans les comtés de Kent, Elgin et Norfolk, à la suite de la tempête accompagnée de verglas de la semaine dernière. Comme les premières estimations indiquent qu'au moins 50 p. 100 des arbres ont été détruits, quelles mesures le ministre a-t-il prises pour aider cette industrie?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, cette question vient de m'être signalée ce dernier week-end par le président de la fédération canadienne. La façon normale de procéder consiste à évaluer les dommages, qui sont innombrables, surtout dans le cas des cerisiers et des pêcheurs et à faire un rapport à la province. Si la province juge à propos d'entreprendre des démarches auprès du gouvernement fédéral, nous prendrons certainement la question en considération.

* * *

LES COMMUNICATIONS

DEMANDE D'INSTALLATION DE LA CÂBLODISTRIBUTION À DALHOUSIE (N.-B.)

M. Maurice Harquail (Restigouche): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Communications et fait suite aux retards apportés à faire profiter les habitants de Dalhousie de la câblodistribution. Quelle mesure le ministre pourrait-il prendre pour que les entrepreneurs privés de télévision de CKCW à Moncton et à Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, achèvent d'installer le matériel et diffusent intégralement les émissions de Radio-Canada dans le nord du Nouveau-Brunswick?

[Français]

L'hon. Jeanne Sauvé (ministre des Communications): Monsieur le président, la question de l'accessibilité des populations aux programmes de Radio-Canada relève du secrétaire d'État, je crois donc que c'est à lui que la question devrait être posée. Mais en ce qui a trait aux demandes possibles pour l'obtention du câble dans cette région, j'imagine que le CRTC, en temps utile, accordera des audiences afin de procéder à l'étude de telles demandes.

* * *

[Traduction]

LA COMMISSION DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

LE BUDGET DU DIRECTEUR—DEMANDE DE PRÉCISIONS

M. Frank Hamilton (Swift Current-Maple Creek): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Revenu national. Comme le budget du directeur de la Commission de lutte contre l'inflation s'élève à \$298,000 pour trois mois, c'est-à-dire près de \$100,000 par mois, et comme le directeur n'a tranché qu'une seule question qui lui a été soumise par la Commission, comment le ministre peut-il justifier une dépense aussi élevée?